



Groupe de travail « Handicapés » du 3 Avril 2012

Déclaration liminaire

Le 15 mars 2012, les organisations syndicales de la Fonction Publique CFDT-CFTC-CGC-CGT-FO-FSU-Solidaires-UNSA et les associations APAJH- APF-CFPSAA-FNATH-UNAPEI et UNAFAM ont unanimement rejeté la future convention d'objectifs et de gestion du FIPHFP telle que proposée à son Conseil National.

Elles ont ensemble quitté la séance à l'issue de ce vote.

Les Fédérations des Finances CGT, Solidaires, FO, CFDT, CFTC et UNSA s'associent à leur tour à cette dénonciation et condamnent une proposition qui, en refusant de donner à l'Etablissement Public Administratif FIPHFP les moyens de réaliser ses missions inflige **une triple peine** aux travailleurs handicapés de la fonction publique.

Le FIPHFP, créé par la loi de 2005, ne pourra plus pleinement remplir, **faute de moyens matériels, techniques et humains suffisants**, sa mission d'insertion et de maintien dans l'emploi de travailleurs handicapés.

Au final, le FIPHFP aura davantage de dossiers, plus d'interlocuteurs, plus de tâches à accomplir.

Face à une telle surcharge d'activités, les organisations syndicales et les associations siégeant au Comité National ont de longue date tiré la sonnette d'alarme.

Un audit demandé en 2011, a estimé à **une quinzaine d'agents supplémentaires** le renfort nécessaire du gestionnaire CDC pour faire face à cette augmentation d'activités.

Le FIPHFP a, quant à lui, chiffré à seulement 8 agents à temps plein les moyens humains supplémentaires pour permettre d'ores et déjà les améliorations de missions les plus urgentes :

- l'activité des délégués inter-régionaux à l'handicap, pilier du FIPH en régions,
- le suivi d'une centaine de conventions au plan national et local,
- le traitement de 250 contentieux de recouvrement,
- le pôle statistique, budget, pilotage,
- l'accueil téléphonique (57% de réponses aujourd'hui faute de moyens),
- l'informatique.

Les Fédérations des Finances CGT, SOLIDAIRES, FO, CFDT et CFTC/UNSA condamnent les orientations définies par le Gouvernement, qui détérioreront les conditions de travail des personnels du FIPHFP, et qui auront un impact direct pour les personnels handicapés des ministères économique et financier. Nous vous demandons de nous faire connaître officiellement votre position.